



HAL
open science

Recension de l'ouvrage "Le commun comme mode de production" de Francesco Brancaccio, Alfonso Giuliani, Carlo Vercellone, Editions de l'éclat, 2021

Arthur Guérin-Turcq

► **To cite this version:**

Arthur Guérin-Turcq. Recension de l'ouvrage "Le commun comme mode de production" de Francesco Brancaccio, Alfonso Giuliani, Carlo Vercellone, Editions de l'éclat, 2021. Espaces et sociétés (Paris, France), 2023. hal-04214209

HAL Id: hal-04214209

<https://hal.science/hal-04214209v1>

Submitted on 21 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Recension d'ouvrage
Rubrique « Notes de lectures »

Brancaccio F., Giuliani A., Vercellone C., *Le commun comme mode de production*, Paris, Editions de l'éclat, 2021.

Auteur :

Arthur Guérin-Turcq, doctorant en géographie

UMR 5600 EVS, ENTPE-RIVES, Université de Lyon

3 rue Maurice Audin 69120 Vaulx-en-Velin

arthur.guerin--turcq@entpe.fr

06.25.39.31.99

Dans cet essai d'économie politique paru en 2021, trois chercheurs d'inspiration marxiste, Carlo Vercellone, Francesco Brancaccio et Alfonso Giuliani élaborent une théorie matérialiste des communs dont l'intérêt est d'appréhender les biens communs, pas seulement comme des modèles de coopération sociale, mais surtout comme des expériences de reproduction économique. Le *commun* est alors redéfini par les auteurs comme « une construction sociale et politique » capable de proposer un système productif alternatif au capitalisme.

A rebours de la thèse de Garrett Hardin qui prédisait « une tragédie des communs », à cause de l'accès supposément libre aux ressources communes, Brancaccio, Giuliani et Vercellone montrent au contraire que la gestion des biens communs suppose un droit protecteur de la production et de la reproduction des ressources contre l'expansion des *enclosures* capitalistes. En retraçant l'histoire des communs depuis les sociétés primaires de chasseurs-cueilleurs, les auteurs s'attachent à montrer que les communs ont façonné l'organisation socio-économique des communautés paysannes dans le monde jusqu'à l'émergence de l'Etat-nation et du marché à l'époque médiévale en Europe. Pour autant, la montée en puissance puis l'hégémonie du système capitaliste n'ont pas fait disparaître les communs ; des formes d'auto-organisation de la société cohabitent à l'ombre du binôme Etat-marché désormais uni dans le néolibéralisme. Des études empiriques sur les Bourses de travail et le mouvement mutualiste sont notamment exposées, ce qui permet de mieux ancrer le propos dans des faits historiques marquants.

Le *Commun comme mode de production* est à lire comme une réponse au *Commun* comme principe politique révolutionnaire de Dardot et Laval, un concept présenté dans leur ouvrage éponyme en 2014. Brancaccio, Giuliani et Vercellone soulignent que Dardot et Laval négligent la dimension économique du commun au profit d'une vision trop conceptuelle et normative du commun comme auto-institution de la société. L'ouvrage ouvre ainsi un espace de débat académique sur les communs, un champ scientifique en pleine expansion depuis la reconnaissance des travaux d'Elinor Ostrom par le prix Nobel d'économie en 2009. Tout en critiquant les positions trop réformatrices d'Ostrom, les auteurs reconnaissent l'apport de sa démarche sur les biens communs présentés comme « un savant mélange de moyens privés et publics »¹. L'intérêt de l'ouvrage *Le commun comme mode de production* est également de faire le lien avec les récents travaux des juristes, regroupés notamment dans le *Dictionnaire*

¹ Elinor Ostrom, *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 182

des biens communs publié en 2017, sous la direction de Marie Cornu, Fabienne Orsi et Judith Rochfeld. En posant le commun comme un lieu autonome, en économie et en droit, les auteurs soulignent que le commun ne peut s'affranchir de règles strictes d'organisation sociale. La perspective d'une rupture avec le capitalisme oblige ainsi à imaginer de nouvelles institutions et de nouveaux systèmes économiques capables de faire face à la crise du vivant dont le néolibéralisme est selon eux responsable.

Les auteurs insistent également sur la volonté de mieux prendre en compte les transformations contemporaines du travail. L'ouvrage fait ainsi écho aux luttes menées dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, et de la culture. Les études de cas sur les communs urbains, les licences copyleft, et les *enclosures* de la connaissance permettent de mieux comprendre les dynamiques et les mécanismes de privatisation à l'œuvre dans la sphère du numérique en particulier. Une large partie de l'ouvrage est consacrée aux offensives et aux résistances du « capitalisme cognitif », compris selon les auteurs comme stade ultime de la néolibéralisation de l'économie de la connaissance et du numérique. On cerne alors mieux les croisements entre les espaces urbains et les espaces virtuels, et surtout les interstices dans lesquels les communs peuvent émerger et se déployer.

Le commun comme mode de production entend poser les jalons d'un projet alternatif de production globale. Cependant, les auteurs ne présentent que des alternatives à l'échelle locale. L'écart entre les critiques d'un système mondialisé et les solutions apportées sur de petites parcelles pose évidemment des limites aux ambitions du projet politique du commun. Il y a, comme diraient les géographes, un problème multiscalaire. Les auteurs identifient des gestions optimales de ressources en commun à l'échelle d'un territoire restreint, par exemple la production agricole à la ZAD de Notre Dame des Landes ou certains services publics urbains à Naples. Or, ces gestions, aussi performantes qu'elles peuvent l'être localement, ne peuvent pas être transposées à l'échelle mondiale pour résoudre des problèmes globaux comme le réchauffement climatique, la production énergétique ou la déforestation.

Le commun comme mode de production est ainsi une thèse attrayante, qui possède une force de dévoilement et d'espoir, mais il faut reconnaître que la dimension totalisante du programme politique bute sur l'analyse multiscalaire. L'approche marxiste permet de rappeler justement que le problème posé par la crise écologique est d'ordre économique. Les auteurs s'attellent à démontrer en introduction que c'est le mode de production capitaliste qui détruit nos conditions de vie sur Terre, et que par conséquent il faut en sortir et imposer le commun comme nouveau mode de production. Si les solutions alternatives sont clairement exposées, le

lecteur perçoit difficilement comment peuvent s'articuler des initiatives aussi variées que *Framasoft*, la Commission Rodota, ou la gestion en commun des ressources naturelles.

De plus, le problème ne vient pas seulement de l'échelle mais aussi de la nature même du mode de production. Ce qui semble être pertinent dans le domaine numérique ne l'est pas forcément dans le domaine environnemental. On peut même envisager que la création de nouveaux communs peut entraîner la construction de nouvelles *enclosures* et l'émergence de clubs. Ainsi, il n'est pas certain que l'accumulation des éclosions d'espaces gérés en commun converge vers l'émergence d'un commun global. Les membres d'une même communauté peuvent garantir le profit de leur exploitation à un usage plus ou moins exclusif, comme le montre la théorie du *bundle of rights* d'Ostrom. Que l'on soit dans une production agencée par le capital ou le commun, se pose donc toujours la question de l'appropriation et de la sélection.